

Pfizer Canada Inc.

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Le gouvernement fédéral devrait continuer à diversifier et à développer l'économie du savoir canadienne. Parmi les multiples initiatives fédérales qui s'imposent pour soutenir la reprise et la croissance de l'économie, mentionnons : politique financière : nous applaudissons les mesures du budget 2012 concernant les investissements directs ainsi que le soutien du gouvernement à ses partenaires publics, privés et universitaires. Toutefois, l'incidence cumulative des changements apportés au programme RS&DE a nui à notre entreprise et ces modifications doivent être révisées. Il faudrait réconcilier le crédit d'impôt non remboursable avec celui appliqué par la plupart des instances provinciales en le rendant remboursable. Des améliorations au programme RS&DE permettraient aux entreprises canadiennes d'obtenir plus de contrats R-D de multinationales. Politique de santé publique : le gouvernement fédéral a un rôle clé à jouer pour ce qui est de la coordination et du financement des services de santé publique, surtout par rapport aux vaccins. Chaque dollar dépensé en vaccination fait économiser plusieurs fois plus d'argent consacré aux services de santé. Le gouvernement fédéral doit établir un fonds en fiducie permanent d'immunisation s'appliquant aux nouveaux vaccins, dans le cadre de son initiative phare en matière de santé publique. Politique d'innovation : les entreprises en rapport avec les sciences de la vie comptent sur des règles de propriété intellectuelle à la fois stables et concurrentielles. Au cours des récentes années, le Canada a pris du retard comparativement aux autres pays développés. Il doit donc faire du rattrapage pour attirer et conserver les emplois très lucratifs dans le domaine du savoir. Le gouvernement fédéral devrait accorder un droit d'appel aux entreprises innovatrices, offrir un degré de protection des données compétitif et rétablir les normes de durée des brevets. Réglementation : continuer à rationaliser et à harmoniser les règlements avec ceux des principaux pays, tout en assurant la sécurité et une surveillance suffisantes. Il faudrait appuyer, avec des moyens appropriés, les initiatives du Conseil États-Unis-Canada de coopération en matière de réglementation et la modernisation de la Loi sur les aliments et drogues. Notre entreprise approuve les mesures de Santé Canada visant à rendre plus efficaces les procédures d'examen des médicaments et des biotechnologies et à améliorer les procédures d'évaluation et de recommandation des vaccins. Par ailleurs, le gouvernement devrait continuer à jouer un rôle actif dans les partenariats public-privé (PPP). Citons comme exemple un nouveau PPP qui tire parti des atouts respectifs de l'industrie, des universités et de l'État, soit l'Alberta Pfizer Collaboration Fund, qui a reçu l'appui de l'organisme Diversification de l'économie de l'Ouest Canada et de la compagnie Pfizer. Ce programme permettra d'investir dans des travaux prometteurs de recherche médicale et en santé qui permettront éventuellement d'écouler plus vite les nouveaux produits sur les marchés.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

En préparant ces initiatives de création d'emplois dans le budget 2013, le gouvernement fédéral devrait se pencher surtout sur les types d'emplois qui engendrent un maximum de retombées pour l'économie canadienne. Le secteur des appareils biomédicaux, très innovateur, compte parmi les industries de haut savoir les plus productives, et celles qui versent les meilleurs salaires. La création d'un emploi dans ce secteur en génère plusieurs autres dans l'ensemble de l'économie. Par exemple, les 2 700 emplois à Pfizer Canada ont amené directement et indirectement l'ajout de 9 000 autres emplois au Canada (source : *Analyse d'impact économique 2012* par Carl Sonnen de l'agence Informetrica). En tant que pays à vocation commerciale, puisque le tiers de notre PIB repose sur les exportations, le Canada doit veiller à ce que ses entreprises exportatrices aient un accès sûr aux marchés mondiaux afin de stimuler la création d'emplois au pays même. Nous appuyons résolument l'ambitieux plan d'action du gouvernement canadien en matière de commerce international, en particulier l'Entente économique et commerciale globale avec l'Europe et le Partenariat Transpacifique. L'établissement d'un régime de propriété intellectuelle compétitif est en voie de discussion dans le cadre de ces négociations commerciales, et nous recommandons au gouvernement trois mesures particulières en ce sens : accorder aux entreprises pharmaceutiques innovatrices un droit d'appel, prolonger la période de protection des données et rétablir la durée des brevets. L'octroi à celles-ci de droits de propriété intellectuelle accrus ramènerait la compétitivité du Canada au niveau de ses principaux partenaires commerciaux, contribuant ainsi à stimuler l'économie canadienne et à créer des emplois très lucratifs dans le domaine biopharmaceutique.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Vu que de plus en plus de Canadiens arrivent à la retraite, les rentrées d'argent au chapitre de l'impôt sur le revenu diminueront et il deviendra graduellement plus difficile pour les gouvernements de financer les programmes sociaux majeurs, surtout les soins de santé. Parallèlement, la proportion croissante de personnes âgées fera grimper les dépenses en santé et aura pour effet de diminuer la productivité des travailleurs et travailleuses obligés de prendre soin des membres de leur famille vieillissants. Le gouvernement fédéral peut en partie résoudre ce problème en finançant des programmes qui aideront les aînés à rester en santé et à mener une vie active après leur retraite, et en veillant à ce que les familles laborieuses demeurent en santé et productives. Dans ce contexte, nous préconisons deux mesures spécifiques. Primo, le gouvernement fédéral devrait aller de l'avant dans la modernisation des règles s'appliquant aux produits médicaux et biomédicaux afin que les Canadiens puissent obtenir plus facilement des médicaments et des vaccins efficaces à coût modique. Secundo, il devrait établir un fonds en fiducie permanent d'immunisation avec de nouveaux vaccins dans le sillage de son initiative phare en santé publique. Des nouveaux vaccins pour les bébés, les enfants et même les adultes âgés permettront de sauver des vies, d'accroître la productivité et de réduire les coûts des services de santé.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

La productivité du Canada continue à traîner de l'arrière comparativement à nos principaux partenaires commerciaux. Pour augmenter la productivité, il faudra réduire les coûts de production et accroître le rendement. Notre secteur est l'un des plus productifs au monde, et celui qui affiche le maximum d'effet de levier multiplicateur. Cela suppose la création d'une foule d'emplois grâce au secteur biopharmaceutique, par exemple, les 2 700 emplois de Pfizer au Canada qui sont directement ou indirectement à l'origine de 9 000 emplois additionnels au Canada même. Le budget 2013 devrait prévoir plusieurs mesures fiscales, initiatives et programmes pour stimuler les investissements dans ce secteur clé, notamment : politique financière : nous applaudissons les mesures du budget 2012 concernant les investissements directs ainsi que le soutien du gouvernement à ses partenaires publics, privés et universitaires. Toutefois, l'incidence cumulative des changements apportés au programme RS&DE a nui à notre entreprise et ces modifications doivent être révisées. Il faudrait réconcilier le crédit d'impôt non remboursable avec celui appliqué par la plupart des instances provinciales en le rendant remboursable. Des améliorations au programme RS&DE permettraient aux entreprises canadiennes d'obtenir plus de contrats R-D de multinationales. Politique de santé publique : le gouvernement fédéral a un rôle clé à jouer pour ce qui est de la coordination et du financement des services de santé publique, surtout par rapport aux vaccins. Chaque dollar dépensé en vaccination fait économiser plusieurs fois plus d'argent consacré aux services de santé. Le gouvernement fédéral doit établir un fonds en fiducie permanent d'immunisation s'appliquant aux nouveaux vaccins, dans le cadre de son initiative phare en matière de santé publique. Politique d'innovation : les entreprises en rapport avec les sciences de la vie comptent sur des règles de propriété intellectuelle à la fois stables et concurrentielles. Au cours des récentes années, le Canada a pris du retard comparativement aux autres pays développés. Il doit donc faire du rattrapage pour attirer et conserver les emplois très lucratifs dans le domaine du savoir. Le gouvernement fédéral devrait accorder un droit d'appel aux entreprises innovatrices, offrir un degré de protection des données compétitif et rétablir les normes de durée des brevets. Réglementation : le gouvernement fédéral doit continuer à rationaliser et à harmoniser les règlements avec ceux des principaux pays, tout en assurant la sécurité et une surveillance suffisantes. Il faudrait appuyer, avec des moyens appropriés, les initiatives du Conseil États-Unis-Canada de coopération en matière de réglementation et la modernisation de la Loi sur les aliments et drogues. Notre entreprise approuve les mesures de Santé Canada visant à rendre plus efficaces les procédures d'examen des médicaments et des biotechnologies, et à améliorer les procédures d'évaluation et de recommandation des vaccins.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?